

LE CANADA

Journal Quotidien du soir
LA VALLEE DE L'OTTAWA
journal hebdomadaire à 16 pages
BUREAUX, 414 et 416 Rue Sussex
OTTAWA, ONT.

Mercredi 30 Septembre 1891
ECHOS DU JOUR

Le Gouverneur-Général a prorogé les Chambres aujourd'hui à 3 hrs. Afin d'accorder à nos employés le temps de visiter l'exposition, Le Canada ne paraîtra pas demain.

L'évêque Cloway vient de souscrire \$1,000 pour aider les catholiques de Kingston à construire une académie.

La MISKIEWITZ met en avant la candidature de M. le Dr. Valde à la présidence de la société St-Jean-Baptiste d'Ottawa.

Le MAN. d'hier publié un article sur le remaniement ministériel, les noms des nouveaux titulaires suggérés par le confère ont déjà été publiés dans Le Canada.

Le NATIONAL nous pose une question à propos de l'administration de l'imprimerie nationale par M. Chagnon. Le confère ne doit pas nous avoir attentivement.

Le confère des comptes publics n'a pas présenté de rapport à la Chambre, mais a ajourné ses séances jusqu'à la prochaine session, afin de continuer l'enquête dans divers départements publics.

Le COURRIER de Le Bureau de Berlin, journal officieux, dit que le tsar a promis vendredi au prince Léopold de venir faire visite à l'empereur Guillaume le plus tôt qu'il lui serait possible.

On mande de Berlin que l'ambassadeur de Chine a une ongue conférence avec le ministre des affaires étrangères auquel il a communiqué une note conciliante de son gouvernement; cette note est identique à celle émise par le journal de Ribot, ministre des affaires étrangères de France.

Le CHIEF de Londres dit qu'il croit que les chefs du parti libéral ont approuvé en principe le projet d'abolir les députés au Parlement. Ce journal ajoute que le parti libéral a fait cette concession, vu l'importance toujours croissante du vote ouvrier.

Depuis quelques jours, le Pape a reçu au Vatican un grand nombre de protestations de différents pays pour présenter leurs hommages au chef de l'Eglise et hier matin, Sa Sainteté a célébré, elle-même, à Saint-Pierre, une messe basse à laquelle ont assisté pas moins de 60,000 personnes.

La PATRIE dit que nous avons reçu les confidences de M. Tarte pendant la session et même ses articles.

Ni l'un ni l'autre, confère, nous n'avons reçu ni confiance ni article de M. Tarte; mais nous l'avons observé de très près. Voilà tout.

Le MAIL s'élève contre les politiciens pauvres, qui selon lui sont tous susceptibles de faire du tripatage.

Si notre confère veut étudier cette question dans ses détails, il découvrira que les députés les plus avides de tripatage sont les riches et que les plus voraces sont les millionnaires: Exemple C. P. R.

La statue en marbre représentant Léon XIII, dont M. le Ministre de New-York, à l'Université catholique, a été inaugurée lundi dernier en présence du cardinal Gibbons, des archevêques de Boston et de New-York et d'un nombreux concours de prêtres et de laïques distingués. Mgr Kain, Recteur de l'Université, a prononcé le discours de circonstance.

Une correspondance de Madrid dit qu'on doit poser, le 12 octobre prochain, sur une place située en face de l'ancien couvent de la Rabilla (province de Huelva), la première pierre du monument que l'Espagne élève en l'honneur du grand homme qui partit du port de Palos pour aller découvrir le Nouveau-Monde. Palos est à côté de la Rabilla, où Colomb trouva un asile et un protecteur.

Le confère a été sauvé de la destruction par le duc de Montpensier qui l'acheta, le répara et fit cadeau à la province de Huelva. Le monument projeté se composera de trois corps superposés: d'abord un socle de 20 mètres de hauteur, couronné par une plate-forme, au milieu de laquelle se dressera une tour hexagonale de 22 mètres, terminée par une galerie, laquelle portera une colonne de 25 mètres supportant la couronne d'Espagne, surmontée elle-même par un globe figurant la Terre, de 5 mètres de diamètre, terminé par une croix. Ce sera d'un effet plus original que vraiment artistique.

REVUE DES JOURNAUX

M. Tarte vient de publier dans Le CANADIAN, un article sur la situation à Québec, qui a attiré l'attention de toute la presse du pays. Nous en citons les passages suivants:

Nous voulons demander à nos compatriotes s'ils ont résolu non seulement de rendre impossible le gouvernement responsable dans cette province, mais aussi de renouer à toute influence dans la Confédération. Nous sommes en train de faire l'un ou l'autre. Nos concitoyens d'autres origines disent ouvertement que nous sommes incapables de vivre du régime constitutionnel, que nous sommes une source d'embarras en ce pays, etc.

Ne reste-t-il plus de ressources pour ramener l'harmonie entre le lieutenant-gouverneur et ses ministres? La constitution anglaise est pourtant bien adaptée aux circonstances les plus diverses.

L'organisation de la Commission paraît être la pierre d'achoppement à cette heure. On conseille, en certains quartiers, au lieutenant-gouverneur de faire le procès de ses avis

seurs et non une enquête sur les circonstances du paiement de \$280,000 à la Cie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Le lieutenant-gouverneur ne tombera pas dans ce piège. Le jugement sur M. Mercier et ses collègues appartient à la législature et pas à d'autres. Sur ce point, il n'y a pas de concession et d'envoyés possibles. C'est cela, ou le renvoi d'office.

Les trois juges nommés doivent être capables de diriger cette enquête selon les règles de la justice, sans que l'on donne à leur procédure l'apparence et les formes d'une persécution. Le lieutenant-gouverneur a demandé à ses ministres leur coopération et leur impose des hommes de son choix.

Cette procédure, qui sort des règles ordinaires, doit suffire aux exigences les plus accentuées de l'opinion.

Que l'enquête se fasse, puisqu'elle a été acceptée.

Avec le CANADIAN nous croyons que la constitution anglaise puisse s'adapter à toutes les circonstances, quand de part et d'autre on cherche à s'entendre.

Cette constitution est tout de même basée sur des principes fondamentaux que l'on ne doit pas violer, et dont un des principaux est le gouvernement par le peuple, c'est-à-dire par la majorité.

Le peuple est le juge suprême, la reine et les représentants ne sont que les exécuteurs de ses volontés.

Après nous, l'imposition d'une commission royale, par M. Angers est un acte inconstitutionnel.

Notre confère du CANADIAN rejette sur le gouvernement général en conseil, c'est-à-dire sur le gouvernement d'Ottawa, la responsabilité de l'état de choses actuel. Il suggère une réforme radicale dans l'administration financière de la province; il demande que l'emprunt de quatre millions ne soit pas dépassé et que les dépenses soient réduites de \$500,000 annuellement. Serait-ce bien un remède suffisant aux maux existants? Dans tous les cas, ce qui importe le plus dans le moment, car le reste aurait pu se dire depuis trois ans, c'est que l'harmonie renaisse.

Il n'est pas question de violence, d'émeute, ni même d'indignation meeting. Tout le monde est parfaitement calme, mais indigné par ces paroles du lieutenant-gouverneur, sous un régime constitutionnel, "je refuse de suivre l'avis de mes ministres."

C'est le lieutenant-gouverneur qui le dit, et c'est le gouvernement d'Ottawa qui est présumé le lui faire dire.

Non, il n'y a pas actuellement de trouble ni d'émeute. Mais, nous craignons que des élections générales, imposées sur cette question du droit sacré du peuple de se régir lui-même, compliquées de l'audacieux concours du fonds reptile d'Ottawa, causeraient une excitation telle qu'elles entraîneraient des désastres.

C'est bien beau pour des sages, de dire à celui qui l'on veut éconduire à coups de bâton de son domicile: soyez calmes. Ce serait plus juste de dire aux intrus: cessez vos violences et respectez la loi.

Nous ne voulons pas donner de conseils à droite et à gauche, et paraître plus modéré et plus prévoyant que qui que ce soit. Nous disons à tous: la constitution est faite pour tout le monde.

Nous rappelons en outre, à M. Mercier, qu'il rendra compte au peuple du mandat qui lui a été confié. Chef d'un grand parti, il ne doit pas abdiquer les pouvoirs dont ce dernier l'a revêtu et que seul il peut constitutionnellement lui enlever.

La PATRIE commente comme suit l'article de M. Tarte: Le CANADIAN dit que M. Angers n'approuve pas M. Abbott d'avoir livré sa lettre à la publicité. Nous n'en croyons pas un mot; ce sont choses à dire aux enfants. Si le lieutenant-gouverneur n'avait pas été avec lord Stanley et M. Abbott un des conspirateurs qui ont machiné ce drame, il se serait hâté de donner sa démission à la nouvelle que les deux premiers venaient de trahir d'une manière indigne sa confiance, l'un en communiquant sa lettre au chef d'un cabinet étranger, l'autre en publiant cette lettre. M. Angers croit-il qu'en Angleterre, en Europe, un fonctionnaire quelconque que ses chefs auraient mis dans une fâcheuse situation ne s'empreserait pas de se séparer de ces derniers, d'abord par dignité, pour prouver qu'il n'était pas leur complice, ensuite par prudence, pour les mettre dans l'impossibilité de le trahir une seconde fois?

M. Angers n'est donc pas l'homme qu'on nous dépeint, si, par amour du salaire, il conserve des fonctions où ses propres chefs ont cherché à ternir son honneur, son renom historique.

Car son nom passera désormais à la postérité, comme celui d'un traître qui, par mesquine ambition, a consenti à jouer le rôle d'instrument entre les mains d'un gouvernement étranger qui cherche à saper nos libertés provinciales.

A présent que M. Angers a fait à M. Mercier tout le mal qu'il pouvait lui faire, en lui adressant une lettre insolente, en le mettant en accusation, en lui imposant des juges, en le privant de la plupart de ses fonctions ministérielles, il a vraiment bonne grâce, car M. Angers, de venir nous dire, par la plume du CANADIAN, qu'il restera dans les bornes de la modération et qu'il ne foulera pas aux pieds tous les droits des représentants du peuple!

Chronique d'Allemagne

Les projets de la Russie

La France et le Brésil

L'ANNEXION DES ILES SANDWICH

ACCIDENT EN BELGIQUE

LES SCANDALES DE PENNSYLVANIE

LES ARMEMENTS EN EUROPE

Saisie d'une affiche politique

L'ACCIDENT DE BURGOS

NOUVELLES DE PARTOUT

(Service spécial de télégrammes télégraphiques)

CHRONIQUE D'ALLEMAGNE

BERLIN, 30 sept.—L'unanimité de la presse à protester contre l'intention de certains Allemands de souscrire à une partie de l'emprunt russe a obligé le chancelier de Capri-... à démentir les bruits mis en circulation par un syndicat intéressé et d'après lesquels l'emprunt aurait la sanction tacite du gouvernement allemand.

La GAZETTE DE L'ALLEMAGNE DE NORD, organe officiel, publie ce soir un communiqué dans lequel il est démenti que le gouvernement se soit départi en quoi que ce soit de la politique financière qu'il a adoptée. De plus, le même journal déclare qu'il n'est question d'apporter aucune modification à la prohibition faite à la Banque impériale de prêter de l'argent sur les valeurs russes. La Commission des emprunts allemands donne de plus amples explications. Ce journal ne s'abstient pas de dire que le gouvernement a consenti à l'émission de l'emprunt russe en Allemagne.

Les banquiers Menckelsohn ont demandé des renseignements confidentiels au ministère des affaires étrangères au sujet de l'attitude du gouvernement envers l'emprunt. Leur a été répondu que la situation politique actuelle ne permettait au gouvernement d'intervenir en aucune façon. Dans sa réponse le chancelier ne donne pas le moindre signe d'approbation. Cette réponse est basée simplement sur cette opinion que le gouvernement n'est pas obligé par des considérations de politique étrangère à prendre une attitude quelconque pour encourager ou dissuader les capitalistes allemands de prendre part à un emprunt étranger chaque fois qu'il en est émis. Les banquiers, et il dit dans la réponse, sont, dans la plupart des cas, parfaitement capables d'agir d'après leur propre jugement.

Cette déclaration officieuse manque de franchise en ce qu'elle ignore le fait que les maisons de banque allemandes avaient été amenées à croire que le ministère des affaires étrangères favorisait l'émission de l'emprunt russe à Berlin pour des motifs politiques. Le clameur publique contre le projet de prêter l'argent disponible à l'ennemi de l'Allemagne a obligé le chancelier de Capri-... à renoncer à sa complaisance envers l'emprunt. Il ne sera pas permis de croire probable que le gouvernement n'ait jamais eu l'intention de le faire réussir.

Le bruit court que l'empereur Guillaume qui est actuellement à un rendez-vous de chasse près d'Eybekken a rencontré le train ramenant le tsar de Danemark en Russie et qu'il a eu un court entretien avec Alexandre III.

LES PROJETS DE LA RUSSIE

LONDRES, 30 sept.—Le STANDARD se fait adresser par son correspondant de Hambourg la dépêche suivante: "J'ai reçu de bonne source de Constantinople une communication d'après laquelle la Russie préparait un coup de main contre Constantinople. On dit que l'an dernier d'interventions en ce genre, dans le but de pourtourner, firent des études topographiques sur les deux rives du Bosphore. Les attachés militaires étrangers apprirent l'attention du gouvernement turc sur ce qui se passait. Dans tout autre pays, les officiers eussent été arrêtés comme espions.

Les officiers de la marine marchande étudient depuis des années les courants du Bosphore. Il y a peu de temps un conseil russe, avec la permission du gouvernement turc, traversa la Roumélie, sans carte à la main et ayant une escorte de vingt hommes. Le conseil suivit la voie ferrée jusqu'à la mer Noire. Il recherchait, disait-il, des antiquités.

La Russie a en ce moment, dit la mer Noire, assez de vapeurs pour transporter en un jour 25,000 ou 30,000 hommes, non compris l'artillerie! Ces vapeurs seraient suivis en moins de trois ou quatre jours, de plusieurs autres transports de guerre."

Le STANDARD ajoute que la garnison de Constantinople est trop faible pour résister à une attaque sérieuse. Si la Russie voulait tenter un coup de main, elle attaquerait Constantinople sur les deux rives à la fois; la gros des forces russes débarqueraient sur la rive européenne.

Les fortifications du Bosphore attaquées, le détroit serait fermé aux flottes turques et étrangères au moyen de torpilles. La Bottille de torpilles russes pourrait ainsi parvenir jusqu'à la Corne d'Or et causer une grande panique parmi les navires de guerre qui s'y trouveraient ancrés.

UN ACCIDENT DE CHASSE

PARIS, 30 sept.—Depuis que la chasse est ouverte, les journaux sont remplis de récits d'accidents. Le dernier est particulièrement lamentable. Quelques jeunes gens du meilleur monde chassaient dans les environs de Nézac. L'un d'eux, M. Albert Bomer, croyant apercevoir un beau lièvre qui se dérobait derrière un buisson, a tiré et a tué un enfant de deux ans qui se traînait par

terre. La bonne gardant cet enfant était cachée derrière un tronc d'arbre à quelques pas seulement de l'endroit où jadis le lièvre. Le chasseur s'était précipité pour ramasser son gibier, mais quand il a vu le corps ensanglanté de sa petite victime, il est tombé évanoui. Cet accident a produit une très vive émotion dans tout le pays.

LES ARMEMENTS EN EUROPE

BERLIN, 30 sept.—La GAZETTE DE COLOGNE dit que l'empereur Guillaume et ses principaux conseillers militaires approuvent le projet de réduire le service actif dans l'armée à une durée de deux ans.

BRUXELLES, 30 sept.—Le PATRIOTE annonce que le gouvernement a décidé de former un nouveau régiment d'artillerie, deux d'infanterie et un de cavalerie pour occuper les forts de la Meuse et d'augmenter, chaque année, le nombre des recrues de six mille hommes.

SAISIE D'UNE AFFICHE POLITIQUE

PARIS, 30 sept.—Par ordre du parquet, la police vient de saisir chez l'imprimeur, un nommé Fagel, une grande affiche en couleur, destinée à servir de réclame à l'ouvrage que MM. Bot et Massard vont publier par livraisons sur la France et la Russie contre la triple alliance. Cette affiche représente deux soldats, un Français et un Russe, essayant d'enlever d'assaut une redoute derrière laquelle vont trois autres soldats représentant l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie.

L'ACCIDENT DE BURGOS

MADRID, 30 sept.—Une dépêche de Burgos rend compte des obèses victimes du terrible accident qui a eu lieu jeudi sur la ligne du chemin de fer entre Burgos et Saint-Sébastien. La cérémonie a été célébrée en présence d'une foule énorme; tous les assistants étaient revêtus d'habits de deuil et les rues étaient tendues de crêpes et de drapiers noirs. Le nonce du pape, qui est allé visiter les blessés, dit qu'ils sont en voie de guérison.

ACCIDENT EN BELGIQUE

GAND, 30 sept.—Un accident dans lequel plusieurs personnes ont péri et d'autres ont été blessées est arrivé au cours d'une fête de charité donnée en cette ville. Une estrade, élevée à cette occasion, était occupée par une foule si nombreuse que l'on a éprouvé des appréhensions pour la sécurité des curieux. Le directeur de la fête et des ouvriers se sont rendus au-dessous de l'estrade pour s'assurer de sa solidité. Tout à coup l'estrade s'est effondrée, écrasant les hommes qui étaient en dessous. Nombre de curieux ont eu les bras ou les jambes brisés, ou ont reçu d'autres blessures graves.

LE BRIGANDAGE EN TURQUIE

LONDRES, 30 sept.—Le TIMES publie une dépêche de Vienne disant que le sultan a pris des mesures sévères pour réprimer le brigandage. Il est interdit aux paysans de porter des armes semblables à celles en usage dans l'armée turque. Toutes les personnes suspectes seront interrogées et si elles sont trouvées en possession d'armes, seront frappées d'amende les personnes qui, connaissant les refuges des brigands, refusent de donner des renseignements aux autorités, et des récompenses seront accordées à ceux qui s'empareront des brigands morts ou vivants.

LA FRANCE ET LE BRÉSIL

PARIS, 30 sept.—Le gouvernement brésilien a fait sonder M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au sujet du tarif douanier récemment voté par la chambre des députés, et qui porte les droits sur les cafés à 156 francs les cent kilos. Le Brésil consomme chaque année pour 90 millions de produits français, et parmi les principaux arguments qu'il fera valoir pour engager le sultan à modifier ce tarif prohibitif, est le danger de représailles de la part du Brésil, ce qui aurait pour résultat de favoriser le projet conçu par les Américains d'acquiescer le marché brésilien.

PAROLES SIGNIFICATIVES

VIENNE, 30 sept.—Le PESTER LLOYD prétend qu'à la fin des manœuvres autrichiennes deux allocations importantes ont été prononcées par l'empereur François-Joseph et par l'empereur Guillaume.

L'empereur d'Autriche aurait dit que les manœuvres avaient d'autant plus d'importance que l'empereur d'Allemagne y assistait, que les deux souverains avaient fermement voulu de maintenir la paix, mais que, si l'on était obligé de prendre les armes, les deux armées seraient certainement victorieuses.

L'empereur Guillaume, de son côté, après avoir fait l'éloge de l'armée autrichienne, ajoute que, s'il le fallait, les deux armées combattraient côte à côte.

LE MIGRANT JUIF

LONDRES, 30 sept.—Le bruit court que le Canada est menacé d'une véritable invasion de la part des juifs qui ont été chassés de Russie.

Les agents de quelques compagnies de steamers qui font le service entre l'Angleterre et Montréal, recrutent, paraît-il, des passagers parmi cette classe d'émigrants et pour éviter de nouveaux désagréments avec les inspecteurs du gouvernement à Montréal, vont les envoyer dans différents endroits en Canada.

Ces agents, naturellement, ne visent qu'à nuire à notre commission, mais les personnes qui ont à cœur les intérêts du Canada devraient intervenir et avertir les compagnies de steamers qu'on ne permettra pas aux immigrants sans ressources de débarquer en Canada.

PARIS, 30 sept.—M. Hirsch s'est embarqué samedi pour New-York.

AMERIQUE

L'ANNEXION DES ILES SANDWICH

NEW-YORK, 30 sept.—Une dépêche de San Francisco, reproduisant la substance d'un entretien avec E. Thurston, ancien ambassadeur général à Honolulu, dit qu'il existe aux Iles Sandwich un sentiment latent en faveur de l'annexion de l'archipel avec les Etats-Unis. Ce serait forcer la note de dire que ce sentiment est général et très accentué, mais il est en progrès, à ce point qu'un journal indigène, le KASSO, s'en est clairement fait l'avocat. Ce mouvement a été stimulé parmi les producteurs de sucre par cette considération qu'un lieu de souffrir

du système des primes institué par le bill McKinley, ils en profiteraient, au contraire, et y trouveraient une source de bénéfices.

Les partisans de l'annexion ne manquent pas de faire valoir aux yeux des indigènes, en même temps qu'aux yeux des Américains, les raisons de leur opinion. Ils représentent que l'archipel est directement sur le passage de San Francisco au sud de Chine et, au retour de Hong Kong, juste en droite ligne du canal projeté de Nicaragua. Ils insistent sur le fait que le transport de passagers et de marchandises par ce canal présente de grandes difficultés, au moins que l'établissement d'un protectorat américain serait accueilli sans résistance sérieuse, d'autant plus qu'il n'est pas vrai que, comme on l'a dit faussement, la reine Lilinokalani ait les prétentions pour l'Angleterre.

Il va sans dire que ces bruits doivent être accueillis sous toutes réserves; il ne faut pas oublier que l'air est plein de ce moment de rumeurs d'expansion et de grande politique étrangère, propagées dans des intérêts électoraux. Les annexions sont à l'ordre du jour; mais on sait, par de récentes expériences, qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

LES SCANDALES DE PENNSYLVANIE

PHILADELPHIE, 30 sept.—Le gouverneur Pattison, vient de prendre une résolution d'autant plus méritoire que les exemples en sont rares et non sans péril. On se rappelle les scandales de la Keystone Bank, qui ont envoyé au pénitencier l'ex-trésorier Hardeley, de la ville de Philadelphie, et qui ont gravement compromis l'auditeur général et le trésorier de l'Etat, sans pourtant qu'il s'agit personnellement de l'Etat de Pennsylvanie. Les scandales de l'Etat de Pennsylvanie ont été personnellement de l'Etat de Pennsylvanie. Les scandales de l'Etat de Pennsylvanie ont été personnellement de l'Etat de Pennsylvanie.

(Continuation sur la troisième page)

LES MEILLEURES

Vues Photographiques

Ottawa peuvent être obtenues à

L'ELITE STUDIO

(Antérieurs Pittaway & Jarvis.)

117 Rue Sparks.

OTTAWA.

NEVILLE

97 RUE RIDEAU.

OTTAWA.

FOURRURES.

Une autre journée comme hier

Et le succès est assuré.

Le bruit des tourniquets d'entrée était une musique aux oreilles du Président et des Directeurs.

Musique continue et bien belle pendant plusieurs heures.

Pas si mauvais, pour une journée pluvieuse.

A présent, concitoyens, le Comité a ordonné du beau temps, pour les deux jours suivants.

Vous pouvez l'avoir en morceaux et porté chez vous ou vous pouvez aller au Parc Lansdowne et choisir vos mémos.

En effet, vous sortirez et ferez votre choix. Certainement.

P.S.—A propos, avez-vous choisi Chapeau dont vous parliez?

R. J. DEVLIN.

Pharmacie Rideau.

Parfums Elegants.

Remèdes Frais.

Prescriptions de médecins remplies avec le plus grand soin.

BELANGER & CIE.

COIN DES RUES RIDEAU ET NICHOLAS.

ALLES!

McCarthy's. Toronto B. & M. Co's. Dominion. Carling's. Ont. B. & M. Co's. Toutes en bonne condition. EN GROS ET EN DÉTAIL CHEZ R. A. STARRS & CIE. 61 & 63 Rue Clarence.

INCENDIE DÉASTREUX

PHILADELPHIE, 30 sept.—Un incendie a détruit les immenses entrepôts de Phillips & Cunningham, entrepôts de quatre étages bondés d'huile. Les pompiers sont parvenus à éteindre les flammes après qu'elles eurent détruit l'entrepôt de Jessup & Moore et deux autres grands établissements. Cinq pompiers ont été blessés par la chute d'un mur. Un sixième a reçu de graves brûlures et est en danger. Les pertes s'élèvent à \$200,000.

TROUBLES AU GUATEMALA

SAINT-LOUIS, 30 sept.—On mande du Mexique qu'une émeute a eu lieu au Guatemala le 15 courant et que 500 personnes ont été tuées.

Une foule en délire a envahi la place publique vociférant et hurlant: "A bas le gouvernement! A bas la tyrannie! A bas les Barillas!"

Des qu'un partisan de Barillas apparut sur la place, on le poursuivait à coups de pierre.

La troupe fut appelée et dispersa la foule, tuant plusieurs personnes. Les émeutiers revenant à la charge, Barillas fit dresser deux cacons sur la place.

La foule se réfugia à ors dans les rues et les troupes eurent toute la nuit du quinze. Certaines gens prétendent que Barillas, le président, pilla le trésor. Ces nouvelles sont surveillées et le gouvernement redoute que la nouvelle des troubles et des désordres ne soit portée au dehors.

NEW-YORK, 30 sept.—Un câblegramme annonce que Barillas est maître de la situation et qu'il a réussi après trois jours de combat à réprimer l'émeute. Le président s'est proclamé dictateur. Plus de 500 guatemaltecos ont péri pendant l'émeute. La loi martiale a été proclamée.

(Continuation sur la troisième page)

LES MEILLEURES

Vues Photographiques

Ottawa peuvent être obtenues à

L'ELITE STUDIO

(Antérieurs Pittaway & Jarvis.)

117 Rue Sparks.

OTTAWA.

NEVILLE

97 RUE RIDEAU.

OTTAWA.

FOURRURES.

Une autre journée comme hier

Et le succès est assuré.

Le bruit des tourniquets d'entrée était une musique aux oreilles du Président et des Directeurs.

Musique continue et bien belle pendant plusieurs heures.

Pas si mauvais, pour une journée pluvieuse.

A présent, concitoyens, le Comité a ordonné du beau temps, pour les deux jours suivants.

Vous pouvez l'avoir en morceaux et porté chez vous ou vous pouvez aller au Parc Lansdowne et choisir vos mémos.

En effet, vous sortirez et ferez votre choix. Certainement.

P.S.—A propos, avez-vous choisi Chapeau dont vous parliez?

R. J. DEVLIN.

Pharmacie Rideau.

Parfums Elegants.

Remèdes Frais.

A. C. LAROSE

Comptable, Auditeur, Syndic

AGENT D'ASSURANCE (FEU, VIE ET ACCIDENT.)

121 Rue Rideau

TELEPHONE 139

Collections faites promptement

Montres et Bijouteries